

Print

La contribution de la Suisse à la construction de l'ordre néolibéral

Par [Franklin Frederick](#)

Mondialisation.ca, 10 février 2021

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/la-contribution-de-la-suisse-a-la-construction-de-lordre-neoliberal/5653531>



La Révolution Russe de 1917 a semé la panique dans la haute bourgeoisie européenne, déjà très discréditée et affaiblie par la gigantesque tragédie de la Première Guerre mondiale, résultat de sa propre irresponsabilité, de sa cupidité et de son incompétence. La crise de 1929, qui a presque conduit à la ruine la plupart des pays industrialisés capitalistes, mais qui n'a guère touché la jeune Union Soviétique, a encore renforcé l'alternative posée par la Révolution Russe. Cette bourgeoisie a alors dû faire face à deux difficultés : reconstruire l'ordre capitaliste international et répondre au défi posé par la critique marxiste et la Révolution Russe. Un groupe d'intellectuels hostiles au communisme, à la gauche en général, et même au capitalisme du New Deal aux États-Unis, a

cherché à développer et à imposer une reconstruction plus autoritaire et profondément antidémocratique du capitalisme : le néolibéralisme. Comme mentionné dans mon article précédent (<https://www.mondialisation.ca/la-voie-dangereuse-de-la-suisse-vers-lextreme-droite/5653345>), la Suisse a été le premier pays à accueillir et à financer ces intellectuels, jouant ainsi un rôle clé dans la construction de l'ordre néo-libéral.

Quinn Slobodian, auteur du livre *Globalists*, a créé un terme pour désigner la contribution de la Suisse au néolibéralisme : l'École de Genève.

D'après Slobodian,

« L'École de Genève comprend des penseurs qui ont occupé des postes universitaires à Genève, en Suisse, dont Wilhelm Röpke, Ludwig von Mises et Michael Heilperin ; ceux qui y ont poursuivi ou présenté des recherches clés, dont Hayek, Lionel Robbins et Gottfried Haberler ; et ceux qui ont travaillé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), comme Jan Tumlir, Frieder Roessler (...). Les néolibéraux de l'école de Genève ont transposé l'idée ordolibérale de 'la constitution économique' – ou l'ensemble des règles régissant la vie économique – à l'échelle au-delà de la nation. »



[Friedrich Hayek](#)

Toujours selon cet auteur, la ville de « Genève – qui a finalement accueilli l'OMC – est devenue la capitale spirituelle du groupe de penseurs qui ont cherché à résoudre l'énigme de l'ordre post-impérial ». Cet ordre post-impérial fait référence à la période qui a suivi la fin de l'Empire Austro-Hongrois et une grande partie de 'l'énigme' mentionnée se rapporte au défi posé par la Révolution Russe. Ce que les néolibéraux de l'École de Genève cherchent « n'est pas une protection partielle mais complète des droits du capital privé, et la capacité des organes judiciaires supranationaux comme la Cour européenne de justice et l'OMC à passer outre à la législation nationale qui pourrait perturber les droits mondiaux du capital, c'est-à-dire une constitution économique pour le monde. »

Pour l'École de Genève, toujours selon Slobodian,

« les engagements en faveur de la souveraineté et de l'autonomie nationales sont dangereux s'ils sont pris au sérieux. Ils étaient de fervents critiques de la souveraineté nationale, estimant qu'après l'empire, les nations doivent rester ancrées dans un ordre institutionnel international qui sauvegarde le capital et protège son droit de se déplacer dans le monde entier. Le péché capital du XXe siècle était la croyance en une indépendance nationale sans entraves, et l'ordre mondial néolibéral exigeait une isonomie exécutoire – ou 'mêmes lois', comme Hayek l'appellera plus tard – contre l'illusion de l'autonomie, ou 'propres lois'. »

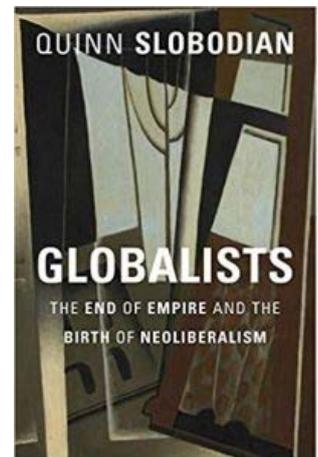
Pour les néo-libéraux de l'École de Genève, les lois qui défendent les 'droits' du capital doivent primer sur les lois nationales concernant les droits des travailleurs ou la protection de l'environnement, par exemple.

De nombreux participants de l'École de Genève ont été parmi les **fondateurs de la Société du Mont Pélerin**, également en Suisse, une entité qui a joué un rôle clé dans la construction intellectuelle du néolibéralisme et dans la diffusion internationale de ses propositions. La Société du Mont Pélerin a servi d'inspiration et de modèle à d'autres organisations importantes du réseau international de la droite comme le Atlas Network et le Atlantic Council.

Face au défi posé par la Révolution russe, la bourgeoisie suisse s'est très tôt placée du côté du



capital, embrassant même les extrêmes les plus autoritaires du capitalisme tel que représenté par le néolibéralisme, tout cela pour arrêter la 'menace' de la gauche, toujours plus dangereuse, du point de vue du capital, que toute menace totalitaire de la droite. Un témoignage important de la croisade de la bourgeoisie suisse contre le communisme et la gauche en général est donné par les écrits de **Harry Gmür**, écrivain suisse et communiste. Né à Berne en 1908, Gmür a assisté à la montée du fascisme en Europe et à la réaction néo-libérale en Suisse. Contrairement à beaucoup de ses contemporains,





Gmür a embrassé la gauche et ses valeurs humanitaires. Dans un texte publié en 1965 sous le titre *La guerre d'Hitler et la Suisse*, Gmür a écrit :

« Après le déclenchement de la guerre, le gouvernement à Berne, sous la pression allemande, mais saisissant certainement trop facilement l'occasion, s'était empressé d'interdire et de contrôler tous les partis, associations, journaux, distributeurs de livres, etc. systématiquement antifascistes. »

Et dans un autre article publié 10 ans plus tard, en 1975, sous le titre '*À cette époque, en Suisse*', Gmür est revenu sur ce sujet en écrivant :

« La gauche suisse a été soumise à une pression particulière pendant la guerre (...).

Après le déclenchement de la guerre, le Conseil fédéral, non moins par anticommunisme que par servilité envers le IIIe Reich, avait supprimé le 'Freiheit', organe du Parti communiste, et les deux quotidiens de la gauche socialiste vaudoise et genevoise, qui s'étaient séparés de la social-démocratie. Après la catastrophe française, le Parti communiste, les partis socialistes de gauche de Suisse occidentale, l'Opposition du Parti socialiste germano-suisse (une faction qui travaille contre la ligne de droite de la direction du parti) et la Société de l'Union soviétique ont été carrément interdits. Leurs biens – imprimeurs, librairies, voire inventaire de bureau – ont été confisqués et n'ont jamais été restitués.

Les plaintes justifiées de la presse soviétique concernant le traitement des prisonniers de guerre soviétiques qui avaient fui en Suisse ont été rejetées par le chef de la justice et de la police. »

Ces deux articles ont été publiés dans le *Weltbühne*, une publication de l'ancienne République Démocratique d'Allemagne, sous le pseudonyme de Stefan Miller, certainement pour éviter la répression de la droite en Suisse.

Cependant, le document le plus percutant sur la bourgeoisie suisse, sur sa guerre incessante contre la gauche et sa défense intransigeante du capital avant tout est le *Rapport Bergier*.

Une commission indépendante a été créée par le Conseil Fédéral suisse en décembre 1996, sous la direction de l'historien Jean François Bergier, avec pour mandat, selon Bergier lui-même, de 'répondre à un ensemble de questions précises sur les biens 'en déshérence', c'est-à-dire déposés avant la (seconde) guerre dans les banques suisses par de futures victimes (du nazisme) et jamais récupérés ensuite par celles-ci ou leurs héritiers ; sur le traitement des réfugiés ; sur l'ensemble des relations économiques ou financières entre la Suisse et l'Allemagne nazie – commerce, productions industrielles, crédits et mouvements de capitaux, assurances, trafic d'armes, marché des œuvres d'art et bien patrimoniaux spoliés ou vendus par force, transit ferroviaire, courant électrique, travail forcé dans les filiales allemandes d'entreprises suisses. »



Le *Rapport Bergier* dans son intégralité comprend 11 000 pages réparties en 28 volumes. Une œuvre immense d'une valeur inestimable.

Pour Pietro Boschetti, auteur d'un livre qui résume le *Rapport Bergier* sous le titre *Les Suisses et les Nazis* – d'où provient la précédente citation de Bergier – le rapport en général, « a confirmé ce que les historiens savaient déjà : oui, la politique d'asile a été d'une extrême dureté pendant la guerre ; oui, la Banque nationale a acheté quantité d'or suspect à l'Allemagne nazie, lui rendant ainsi un service très apprécié. »

Dans son livre, Boschetti mentionne quelques exemples de la coopération des grandes entreprises suisses avec l'Allemagne nazie, telles que révélées par le *Rapport Bergier*. Parmi les exemples donnés par Boschetti, j'en mentionne quelques-uns ci-dessous, juste pour donner une idée de l'ampleur et du sérieux du *Rapport Bergier* :

Sur les affaires entre la Suisse et l'Allemagne nazie, Boschetti a écrit :

« Les relations entre hommes d'affaires étaient manifestement fort étroites et durables. Ainsi, après la guerre, le président de la (Banque) SBS (Rudolf Speich) et le directeur de l'UBS (Alfred Schaefer) apporteront leur soutien au seul banquier nazi (Karl Rasche, membre des SS, Dresdner Bank) devant le Tribunal international de Nuremberg. »

À propos de l'aryanisation' :

« Les 'certificats d'aryanité' destinés à prouver la pureté raciale semblent avoir été une pratique assez courante. Pour obtenir le droit d'atterrir à Munich, Swissair accepte par exemple que ses équipages prouvent leur aryanité. Nestlé agit de même ainsi que les sociétés d'assurances. »

Et aussi à propos de Nestlé :

« Depuis Vevey, Nestlé reste en contact durant toute la guerre avec le Suisse Hans Riggenbach, qui dirige à Berlin les affaires allemandes de la multinationale.

Nestlé vend son Nescafé à la Wehrmacht pendant la campagne de Russie, malgré la difficile importations des grains de café. »

Sur le travail forcé effectué par les prisonniers de guerre :

« Frappées, comme leurs concurrents par le manque d'ouvriers, les firmes suisses font appel au travail forcé. (...) aux usines Lonza de Waldshut, où 150 Français débarqueront entre juillet 1940 et avril 1942. De cette date jusqu'à la fin du conflit, plus de 400 prisonniers de guerre russes y travailleront. Georg Fischer, BBC, Maggi, Nestlé et bien d'autres n'hésiteront pas, elles aussi, à puiser dans ce réservoir de main d'œuvre.

Les mauvais traitements sont monnaie courante, y compris dans les filiales suisses (...).

Jusqu'en août 1944, la Suisse refoule en Allemagne les travailleurs forcés en fuite, en particulier les Russes et les Polonais. »

Pour Bergier, les autorités et les responsables des entreprises suisses à « l'époque n'ont pas manqué de justifier chacune des mesures qu'ils prenaient, ou leur refus d'en prendre, leur hésitation. Mais leurs explications résistent rarement à l'examen », comme il

l'a écrit dans l'introduction du livre de Boschetti.

Cependant, le débat avec la société qui aurait dû avoir lieu après la publication du rapport – le but ultime de tous les efforts déployés – a été empêché. Selon les mots de Pietro Boschetti :

« Curieux pays tout de même ! Alors qu'il vient d'achever un louable travail d'introspection historique reconnu un peu partout comme exemplaire, qu'il a investi d'importants moyens pour permettre aux historiens de travailler sérieusement et en toute indépendance, alors qu'il a traversé une 'crise identitaire' provoqué par le scandale des fonds en déshérence ayant donné lieu

à toutes sortes d'exagérations et d'outrances, eh bien ce pays, au moment où il dispose du matériel historique nécessaire pour avoir un débat serein...refuse de le tenir. Dommage ! »



La suppression de ce débat a été une victoire importante pour la bourgeoisie et le grand capital suisse, qui ont ainsi protégé leur image et ont pu maintenir, en Suisse, l'espace et la crédibilité nécessaires pour poursuivre l'expansion du programme néo-libéral. Sans cela, des institutions aussi distinctes que le **Forum économique mondial** et le **Fonds mondial pour la nature – WWF** – tous deux basés en Suisse, et tous deux héritiers et promoteurs de la vision néolibérale du monde, c'est-à-dire du marché comme principal instrument d'organisation



de la société et même comme « sauveur » de la planète, n'auraient peut-être pas connu un tel succès

L'année 2022 marque le 20e anniversaire de la publication du port Bergier. C'est l'occasion de tenir le débat étouffé mais toujours nécessaire, non seulement pour mieux comprendre le rôle de la bourgeoisie et du grand capital en Suisse et son idéologie au moment de la Seconde Guerre mondiale, mais surtout pour comprendre ses développements actuels. Après tout, la vision du monde néo-libérale et ses représentants détiennent toujours un énorme pouvoir politique dans ce pays, l'hostilité contre la gauche reste aussi agressive qu'elle l'était pendant la guerre froide, et la Suisse continue d'être un partenaire important dans la construction et la diffusion de faux récits américains qui soutiennent les campagnes anti-démocratiques contre Cuba et le Venezuela, pour ne citer que ces deux exemples. Les forces politiques et les intérêts économiques qui ont facilité la collaboration des autorités et des grandes entreprises suisses avec l'Allemagne nazie sont les mêmes qui sont à l'origine des propositions de réorganisation de l'État en fonction des intérêts du capital telles que défendues par la Société du Mont-Pélerin et le Forum économique mondial ; ce sont également les mêmes qui ont empêché le débat public sur le rapport Bergier.

Le capitalisme néolibéral continue d'être défendu en Suisse comme la seule solution possible aux différents problèmes auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui, de la crise écologique à la crise sanitaire que représente la pandémie. Le rôle du capitalisme néo-libéral comme cause de ces mêmes problèmes n'est même pas mentionné. Lorsque le mouvement de jeunesse pour le climat a osé remettre en question le néolibéralisme en Suisse, la réaction a été une législation brutale et répressive. Cependant, malgré la Société du Mont-Pélerin et l'Ecole de Genève, le Forum économique mondial et le WWF, il existe une autre tradition en Suisse, une tradition qui s'est incarnée dans les travaux de la commission Bergier de Harry Gmür et qui réapparaît aujourd'hui dans le mouvement de jeunesse pour le climat. Il appartient maintenant à cette tradition de rouvrir le débat nécessaire et de remettre en question le néolibéralisme dans l'un de ses centres les plus importants et les plus influents, la Suisse.

Franklin Frederick

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Franklin Frederick, Mondialisation.ca, 2021